



Montreuil, le 21/11/2019

Edouard Philippe dit vouloir redynamiser les territoires

QU'IL REMETTE PARTOUT, POUR TOUTES LES ADMINISTRATIONS, LES SERVICES PUBLICS DONT NOUS AVONS BESOIN !

Sous couvert de répondre au besoin de « proximité des Français », Edouard Philippe a déclaré le 15 novembre dernier vouloir redéployer 6000 fonctionnaires en banlieue et en province d'ici 2022, vouloir « remettre des forces sur le terrain », par « 40 opérations de relocalisation » d'agents.

Outre le mépris évident d'annoncer une telle mesure en pleine mobilisation contre le démantèlement de la DGFIP et de l'ensemble des Services publics, c'est la nature même de cette annonce qui est la plus stupéfiante :

- ▶ Comment croire que la désertification due à un désengagement de l'État en termes d'implantation de Services publics, d'infrastructures routières ou ferroviaires pourra se résorber d'un claquement de doigts, fussent les doigts d'un 1^{er} ministre ?
- ▶ Comment croire que le départ de structures et emplois vers des territoires subissant depuis trop longtemps la désertification sera facile ? Tous les fonctionnaires concernés sont-ils célibataires ou marié.e.s à d'autres fonctionnaires pouvant obtenir leur mutation ?

Les fonctionnaires ne sont pas des petits soldats destinés à satisfaire tel ou tel élu ayant vu partir une caserne ou fermer une usine, ils ne sont pas des pions à disposition du pouvoir politique qui pourrait les déplacer au gré de ses lubies.

L'implantation des services est issue d'une construction historique, même si les calculs purement comptables ont amené à la fermeture d'hôpitaux, d'écoles, etc.

Il semble que la logique républicaine qui prévalait d'adapter les emplois et les moyens aux besoins des populations ne soit plus de mise, mais soit remplacée par la réponse aux visées purement électorales de baronnets de province inféodés à ce gouvernement.

Le déménagement soudain de pans entiers des administrations est purement artificiel et ne pourra que conduire à des situations personnelles difficiles, voire à des démissions de fonctionnaires.

Il est d'autant plus artificiel qu'il se produit alors même que le gouvernement supprime 4/5èmes des implantations fiscales et les remplace par des services fourre-tout, les Maisons de Services au public (MSAP), dont 460 seront labellisées France Service dès janvier 2020, regroupant au minimum les Caisses d'allocations familiales, les ministères de l'Intérieur, de la Justice, des Finances Publiques, les Caisses nationales d'Assurance maladie et vieillesse, la Mutualité sociale agricole, Pôle emploi, La Poste. Ces services, aux effectifs réduits et à la formation professionnelle au rabais, ne serviront que de boîtes aux lettres et d'aide aux usagers pour utiliser Internet. C'est loin de suffire pour combler les besoins en Services publics de nos concitoyens.

Redynamisation des territoires, oui, bien sûr, mais avec des Services de pleine compétence, sur l'ensemble du territoire, des effectifs en nombre suffisant pour remplir l'ensemble des missions !

**POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS,
POUR LA DÉFENSE DES RETRAITES,**

TOUS EN GRÈVE À PARTIR DU 5 DÉCEMBRE !



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 -
☎ : 01.48.70.71.63 📧 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

